

Note explicative accompagnant la consultation publique sur la révision de la communication PIIEC

La présente note vise à clarifier l'objectif et la portée de la proposition de révision de la communication de la Commission sur les critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (ci-après la «communication PIIEC»). Elle accompagne la consultation publique sur le projet de révision de la communication PIIEC, qui durera 8 semaines.

Les citoyens, les organisations, les entreprises et les pouvoirs publics sont invités à donner leur avis sur la proposition de révision de la communication PIIEC de la Commission. En plus de la consultation, une réunion avec les États membres sera organisée afin de recueillir leur avis sur le projet de communication PIIEC.

Les parties prenantes sont invitées à présenter leurs observations sous forme électronique et devraient indiquer clairement si leur réponse est confidentielle. Dans un tel cas, une version non confidentielle de la réponse, pouvant être publiée sur le site web de la DG Concurrence, devrait également être fournie. Les coordonnées complètes sont fournies sur la page consacrée à la consultation publique.

1. Contexte

Les PIIEC peuvent apporter une contribution importante à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Union, compte tenu notamment de leurs répercussions positives. Les PIIEC peuvent permettre de regrouper des États membres et des parties prenantes de toute l'Union afin de pallier de graves défaillances systémiques ou du marché et de relever des défis sociétaux importants qu'il ne serait pas possible de surmonter sans ces projets.

Dans la communication PIIEC¹, adoptée pour la première fois en 2014, la Commission définit les conditions auxquelles les aides d'État destinées à la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point b), du traité.

En 2019, la Commission a lancé une évaluation de la communication PIIEC dans le cadre du bilan de qualité² du paquet «Modernisation du contrôle des aides d'État» de 2012 afin de déterminer si les règles étaient toujours adaptées à leur finalité. Les résultats ont montré que les règles fonctionnaient bien en principe, mais qu'elles nécessitaient certains ajustements ponctuels pour l'avenir.

Le 11 décembre 2019, la Commission a publié la communication «Un pacte vert pour l'Europe», énonçant les mesures visant à permettre à l'Europe de devenir le premier continent neutre en carbone à l'horizon 2050. Pour réaliser le pacte vert pour l'Europe, tous les secteurs doivent agir.

En outre, la stratégie numérique pour l'Europe a été présentée le 19 février 2020 et vise à concrétiser la transformation numérique pour les particuliers et pour les entreprises, tout en aidant l'Europe à atteindre ses objectifs de neutralité climatique d'ici à 2050.

La double transition vers une économie verte et numérique nécessite également une adaptation des règles actuelles en matière d'aides d'État.

¹ [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52014XC0620\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52014XC0620(01))

² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_182

La communication PIIEC arrive à expiration à la fin de 2021³. L'adoption de la nouvelle communication PIIEC est prévue pour le second semestre de 2021.

2. Modifications proposées du projet de communication PIIEC

La révision de la communication PIIEC repose en grande partie sur les résultats, les éléments probants et les données collectés dans le cadre de l'évaluation de ladite communication, y compris une consultation ciblée et la consultation publique sur toutes les règles couvertes par le bilan de qualité⁴, en combinaison avec l'expérience acquise par la Commission grâce à sa pratique décisionnelle, notamment dans trois décisions PIIEC sur la recherche et l'innovation (une sur la microélectronique, adoptée en décembre 2018, et deux sur la chaîne de valeur des batteries, adoptées respectivement en décembre 2019 et en janvier 2021). En outre, la communication doit être mise à jour pour tenir compte des nouvelles grandes priorités stratégiques telles que le pacte vert et la stratégie numérique.

Sur la base des résultats de l'évaluation, la communication PIIEC est considérée comme globalement adaptée à sa finalité. En particulier, elle s'est révélée être un instrument approprié pour faciliter l'émergence d'importants projets transfrontières, intégrés et collaboratifs dans les chaînes de valeur stratégiques, qui promeuvent l'intérêt européen commun.

À cet égard, le remplacement des règles sectorielles précédentes, pour l'évaluation des PIIEC, par des orientations spécifiques et interdisciplinaires semble avoir atteint ses objectifs, à savoir clarifier les critères d'admissibilité et de compatibilité des aides d'État en faveur des PIIEC et améliorer la prévisibilité de l'appréciation de la Commission.

Plus concrètement, le projet de communication PIIEC, tout en restant largement inchangé par rapport à la communication de 2014, est révisé en mettant l'accent sur les domaines présentés ci-après.

Ouverture et caractère inclusif des PIIEC

Il apparaît que les critères d'éligibilité existants (par exemple, le nombre minimal d'États membres pour qu'un projet puisse être considéré comme un PIIEC) et les indicateurs positifs (par exemple, l'ouverture des PIIEC) ne sont pas suffisants pour garantir que les PIIEC sont conçus de manière totalement ouverte et inclusive.

Il semble donc approprié d'augmenter légèrement le nombre minimal d'États membres participants, tout en conservant la possibilité d'avoir moins d'États membres participants lorsque la nature du projet le justifie, et d'exiger que tous les États membres intéressés aient une réelle possibilité de participer à un PIIEC émergent (voir les points 17 et 18 du projet de communication PIIEC).

Rôle des PME

Même si plusieurs PME ont participé aux trois PIIEC intégrés de R&D&I approuvés depuis 2014, les règles de la communication PIIEC ne traitent pas, en elles-mêmes, de la situation spécifique des PME.

Compte tenu du rôle particulier que jouent les PME dans l'économie de l'UE, il importe qu'elles puissent participer aux PIIEC et en bénéficier. En outre, les aides de moindre ampleur, par exemple aux PME, étant en principe moins susceptibles de fausser indûment la concurrence, il convient

³ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_1247

⁴ <https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/2044-Fitness-check-of-2012-State-aid-modernisation-package-railways-guidelines-and-short-term-export-credit-insurance/public-consultation>

d'introduire un principe explicite d'appréciation proportionnée (voir le point 5 du projet de communication PIIEC).

Par ailleurs, il convient également d'encourager les grandes entreprises participant aux PIIEC à associer les PME de différents États membres en tant que partenaires, afin que ces dernières puissent bénéficier de plus en plus des PIIEC [voir le point 22 d) du projet de communication relative aux PIIEC].

Mise à jour des priorités et stratégies actuelles de l'UE

La communication PIIEC actuelle ne reflète pas pleinement l'évolution récente des politiques de l'UE, en particulier le pacte vert pour l'Europe, la stratégie numérique, la stratégie industrielle et la stratégie axée sur les PME.

Il est donc jugé nécessaire d'insérer des références à des initiatives pertinentes plus récentes (voir les points 4, 5 et 15 du projet de communication PIIEC).

En outre, il convient de reconnaître expressément la possibilité d'évaluer, dans le cadre de la communication PIIEC, les grands projets transfrontières dans les domaines de la santé ou du numérique qui revêtent une importance majeure pour les stratégies respectives (voir le point 26 du projet de communication PIIEC).

Prévenir les effets négatifs des aides en faveur des PIIEC et continuer à garantir la proportionnalité des aides

Afin de renforcer encore le caractère européen des PIIEC et d'assurer la cohérence avec la politique de cohésion de l'UE, il convient d'introduire des dispositions spécifiques concernant le traitement des conditions de délocalisation (voir le point 49 du projet de communication PIIEC).

Pour continuer à garantir que l'aide reste proportionnée en cas de recettes nettes supplémentaires perçues par les bénéficiaires de l'aide grâce au projet bénéficiant de l'aide, il convient d'introduire une disposition explicite sur la possibilité pour la Commission de demander des mécanismes de récupération appropriés (voir le point 37 du projet de communication PIIEC). Il convient également d'exiger que le cofinancement par le bénéficiaire soit significatif (voir le point 20 du projet de communication PIIEC).

Autres précisions et mises à jour

Compte tenu des demandes de clarification formulées au cours des consultations menées dans le cadre du bilan de qualité et à la lumière de la pratique décisionnelle, il semble approprié d'actualiser, de réviser légèrement ou de restructurer certaines dispositions de la communication PIIEC, notamment en ce qui concerne: la définition de la notion de «projet intégré» (voir le point 13 du projet de communication PIIEC); l'existence de défaillances du marché ou systémiques ou de problèmes de société (voir le point 16 du projet de communication PIIEC); la définition de la notion de «premier déploiement industriel» (voir le point 25 du projet de communication PIIEC); l'évaluation de scénarios contrefactuels (voir le point 32 du projet de communication PIIEC); le cumul (voir le point 36 du projet de communication PIIEC); la transparence (voir les points 50 et 51 du projet de communication PIIEC).